



# UNIVERSITÉ POPULAIRE ET CITOYENNE

## Contribution au Grand débat national

# Pour une justice écologique et sociale à Roubaix et ailleurs

L'Université Populaire et Citoyenne de Roubaix se veut un espace d'échanges de savoirs et d'expertises citoyennes sur les politiques publiques. Elle organise l'accès à la prise de parole publique pour chacun considérée comme un droit fondamental. Elle tente de renforcer la confiance pour arriver à débattre sans se battre et structurer des paroles autonomes collectives comme autant de contributions à la co-production des politiques publiques. Elle a engagé des dynamiques de recherches-actions sur différents thèmes : le travail, le racisme, l'écologie, la santé, l'alimentation, le logement. Mais son action est régulièrement mise en échec par la crainte des institutions représentatives d'ouvrir un réel dialogue, à accepter et à prendre en compte la contradiction. C'est pourquoi, nous avons hésité à participer à ce « grand débat national » conçu comme un exercice d'expression de doléances. Nous espérons que la réponse aux doléances fera, elle aussi, l'objet d'un débat national décentralisé. La démocratie représentative est dos au mur et a maintenant une obligation de résultats immédiats sur 3 priorités fondamentales pour maintenir la cohésion sociale:

1. mettre au centre de toutes les politiques la question écologique et intégrer une politique de l'hospitalité,
2. rétablir de l'égalité par une justice fiscale et enrayer les logiques de discriminations,
3. refonder une démocratie réellement participative et intégrer une politique d'éducation populaire.

### 1. L'enjeu écologique : valoriser une culture de l'entraide

Le premier enjeu est de considérer une fois pour toute que le bien commun est surdéterminé par la question écologique et climatique qui devient centrale. Elle nous oblige à modifier radicalement nos modes de vie pour être capable de nous adapter à des situations d'effondrement qui pourront mettre en difficulté nos Etats providence. Dès lors, l'urgence est de construire de la résistance-résilience par la valorisation et le renforcement rapide d'une culture de l'entraide. Réduire la culture de la compétition, de la performance individuelle au profit de la valorisation d'une culture de l'entraide et du collectif est une priorité, tout comme intégrer une capacité de médiation non violente. Fabriquer de la cohésion sociale suppose le renforcement des relations humaines non marchandes avec ses voisins, à une échelle très locale (de la ville et du quartier). Cela suppose aussi d'anticiper une politique ouverte et maîtrisée de l'hospitalité.

### 2. Pour des villes en transition... des modes de vie

Au nom du pouvoir d'achat, nous continuons trop souvent à détruire notre air, nos sols, notre eau. Nous devons y opposer le pouvoir de vivre au sens d'avoir la possibilité de réduire nos dépenses sans perdre en confort et en liberté. Que peut-on et veut-on produire et consommer afin que chacun puisse vivre dignement? L'économie doit être remise en débat localement. La liberté d'entreprendre comme toutes nos décisions doivent être prises collectivement au regard de leur soutenabilité pour la planète bientôt à 10 milliards d'êtres humains. Nous proposons de renforcer le mouvement global et local des villes en transition. Pour cela, il faut organiser le débat permanent sur les raisons et les leviers d'une transformation radicale des modes de vies. Créer un nouvel imaginaire, un nouveau récit d'une vie saine et digne.

Dans le même temps, il faut ouvrir un droit à l'expérimentation locale, avec des moyens dans chaque territoire pour organiser l'autonomie alimentaire, énergétique et les travaux d'adaptation nécessaires aux conséquences du dérèglement climatique. Chaque communauté locale devra organiser un plan de descente énergétique.

### **3. L'enjeu démocratique : retrouver la confiance**

Comme le disait André Diligent, ancien sénateur-maire de la ville, Roubaix, c'est à la fois « Harlem et la 5ème avenue » mais pas plus qu'à New York, la richesse n'a empêché la pauvreté. Malgré une reconversion tertiaire créatrice d'emplois et de richesses financières très importantes, notre ville reste une des villes les plus pauvres de France dans sa catégorie. Cela fait plus de trente ans que cette situation perdure. Les ouvriers devenus « des habitants » ont perdu leurs illusions dans la capacité des politiques, des institutions, des corps intermédiaires à les protéger, à rétablir de l'égalité de traitement et à améliorer leurs conditions de vie. Ces habitants subissent des opérations de rénovation urbaine qui bouleversent leur vie et trop souvent les ignorent.

Il faut donc produire un très gros effort démocratique pour rétablir la confiance, la parole collective, la participation à la définition de ce que doit être le bien commun. Sur un plan quotidien, il faut « réhumaniser » les services publics en sortant de la seule logique du guichet, de la prescription individuelle et du tout numérique.

### **4. Pour une politique émancipatrice d'Education populaire**

Les nouvelles procédures du type référendum d'initiative citoyenne ou de jury citoyens, si elles sont importantes, ne suffiront pas à redonner la confiance et à qualifier le débat public. Notre Société est traversée de contradictions qui doivent pouvoir s'exprimer. Dans un contexte d'affaiblissement des corps intermédiaires et de l'engagement citoyen, il faut redonner des moyens aux habitants pour organiser un travail de transmission entre les générations, produire des paroles autonomes et collectives susceptibles de comprendre, contribuer, améliorer et contrôler les politiques publiques. Ces moyens ne sont pas des nouveaux « conseils » de représentants mais doivent être conçus comme des lieux de participation ouverts à tous favorisant la consolidation des lieux existants dans chaque territoire.

Il s'agit de retisser un réseau de lieux de rencontres, de convivialité et de fraternité. Cela passe nécessairement par le retour de financements publics de la vie associative. La dotation d'un « fond national d'initiatives pour une démocratie citoyenne », gérée paritairement permettrait de stabiliser les structures issues des territoires, portées par des habitants tout en garantissant une indépendance vis-à-vis du pouvoir local.

Face aux ravages créés par l'intériorisation des discriminations notamment dans les quartiers populaires qui alimentent des logiques de replis identitaires, une première proposition serait d'installer à une échelle locale des instances fondées sur une action de médiation du type « plateformes locales pour l'égalité et contre les discriminations ». La lutte contre les discriminations doit être considérée comme un fondement de la cohésion sociale et de la reconstruction d'une confiance dans la démocratie et la République.

**Cette contribution a été déposée dans le cadre du grand débat national mais nous vous proposons d'en discuter à l'occasion de notre 3ème grand débat local :**

**JEUDI 21 MARS 19h à BARAKA, 20 rue Sébastopol à Roubaix [entrée libre]**